

Santé. Six organisations des secteurs social et médico-social (l'Anecamps, la Fédération Addiction, la FNARS, la FNH-VIH, Médecins du monde et l'Uniopss) demandent, dans un courrier du 27 juillet à Marisol Touraine, ministre de la Santé, à être associées à la préparation de la grande conférence sur la santé prévue pour janvier 2016. Annoncé en mars dernier, cet événement doit notamment porter sur la formation et les conditions d'exercice des professionnels de santé. Alors qu'il doit aboutir à une feuille de route pour les prochaines années et à des mesures dans le cadre des projets de loi de finances, les organisations déplorent la faible

représentation des acteurs sociaux et médico-sociaux dans le comité de pilotage installé le 22 juin dernier, «*au regard de l'équilibre intersectoriel recherché dans le projet de loi de modernisation de notre système de santé*». •

Allocation de rentrée scolaire. «*L'ARS doit être versée jusqu'au baccalauréat*», exige la Confédération syndicale des familles (CSF), qui dénonce – alors que l'allocation devait être versée aux familles entre le 18 et le 20 août – la «*double peine*» appliquée aux lycéens de plus de 18 ans, qui ne donnent pas droit à l'ARS, ce qui conduit à «*stigmatiser les élèves les plus en difficulté*». La CSF dénonce également

le montant de l'ARS, «*inchangé par rapport à l'année précédente alors que le coût de la vie a augmenté de 0,2 %*» et réitère sa demande de voir les fournitures scolaires considérées comme des «*produits de première nécessité*» et donc soumises à une TVA à 5,5 %. Elle revendique une modulation de l'allocation tenant compte du montant global de l'année scolaire, selon les niveaux (primaire, collège, lycée) et le maintien du versement aux parents d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance, alors que l'une des mesures du projet de réforme de la protection de l'enfance consiste à bloquer cet argent sur un compte que l'enfant placé pourra débloquer à sa majorité. •